



**Réponse de BT France à la consultation publique relative à l'analyse des marchés
de gros du haut débit et du très haut débit**

7 février 2008

BT France remercie l'ARCEP de lui permettre d'apporter ses commentaires à son projet de décision relative à l'analyse des marchés de gros du haut et très haut débit.

La régulation de ces deux marchés est particulièrement importante en vue d'assurer le développement de services innovants et concurrentiels au bénéfice du grand public et des entreprises.

L'émergence des offres de très haut débit constitue en effet le principal enjeu de la régulation qui sera mise en œuvre durant les prochaines années. C'est d'ailleurs ce que Viviane Reding a rappelé le 14 janvier dernier lors d'une intervention à Bruxelles¹ : *« how we treat next generation access is (...) the single most important policy question in the telecoms sector today »*.

BT France, en tant qu'opérateur nouvel entrant actif principalement sur le marché des grandes entreprises et des multinationales, est pour sa part particulièrement concernée par ce projet de décision ; la cible de BT France est d'ores et déjà une des premières consommatrices en très haut débit et cette demande ne peut que se développer. Pourtant, le document soumis à consultation ne contient aucune référence au marché des entreprises.

La régulation des offres de gros actuelles qui a efficacement été mise en œuvre par l'ARCEP, a posé les conditions pour l'émergence d'un marché de gros dynamique et concurrentiel. Aujourd'hui, afin que BT France puisse continuer de répondre à la demande de ses clients, il paraît essentiel que cette régulation perdure afin de ne pas remettre en cause la croissance attendue des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) dans l'économie française.

1. La régulation fondée sur l'incitation aux investissements dans les infrastructures ne doit pas se faire au détriment des investissements dans les services

BT France soutient l'ARCEP dans sa volonté de favoriser l'émergence de plusieurs concurrents dans le déploiement de réseaux en fibre, condition première pour permettre une concurrence effective. Mais l'ARCEP ne doit pas perdre de vue que ceci passe aussi par la mise en place concomitante d'offres de gros permettant aussi une concurrence par les services.

Les entreprises, en particulier les grands comptes, sont un vrai moteur de croissance des TIC, du fait de leur besoin croissant en outils de communications, mais réciproquement le développement des offres de TIC alimente aussi leur compétitivité dans un contexte de mondialisation. Un cercle vertueux devrait ainsi pouvoir s'instaurer au bénéfice final des utilisateurs et de l'économie française. Deux rapports récents viennent conforter cette

¹ Viviane Reding « The Access Revolution : an evolution of regulation for Competition » Bruxelles 14 janvier 2008

dynamique, celui du MEDEF « *Faire de la France un leader de l'économie numérique* »² datant de janvier 2008 et celui de la Commission ATTALI (que nous citerons plus en avant): tous deux prônent la nécessité de mettre le développement de l'économie numérique parmi les priorités absolues du Gouvernement afin d'améliorer la compétitivité de nos entreprises et favoriser la croissance du secteur.

Le rapport du Medef indique ainsi que :

« L'analyse des moteurs de la croissance des pays les plus dynamiques démontre que ces technologies (les TIC) sont devenues un puissant levier de développement économique et social »

« Bien qu'il pèse " un peu plus de 100 milliards d'euros " en 2006, soit " entre 3 et 4 % " du marché mondial des TIC estimé à 2 600 milliards d'euros, le marché français se place au cinquième rang mondial, derrière les Etats-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne. " La France investit, proportionnellement à son PIB, deux fois moins que les Etats-Unis dans les TIC. Elle recueille donc, 'mécaniquement', une contribution des TIC à la croissance de son économie, inférieure de moitié. »

Il est ainsi également indispensable de définir des conditions de concurrence efficaces pour des opérateurs investissant massivement dans les services et en particulier des services de convergence informatique et télécoms.

Tel est le choix de BT en France ainsi qu'en témoignent notamment ses deux récentes acquisitions : d'une part celle de la division « Infrastructures Critiques » du groupe CS Communication, d'autre part celle de la société Net2s Groupe.

BT France compte ainsi désormais 2700 collaborateurs (contre 900 il y a encore quelques mois) d'envergure et de culture internationale, experts en conseil, services informatiques et télécommunications.

Grâce à ces acquisitions, BT en France a l'ambition de renforcer sa position d'intégrateur global de services, alliant ainsi métier traditionnel de transporteur à celui de fournisseur de services IT à haute valeur ajoutée. Cette stratégie, fer de lance de l'ambition de BT dans son développement international, est reconnue comme étant la plus adaptée aux attentes des grands comptes et moyennes entreprises.

D'ailleurs, le PDG de France Telecom, Monsieur Lombard, a lui-même précisé lors d'une conférence de presse présentant les résultats du groupe pour l'année 2007 : *"Nous aurons en plus de notre métier traditionnel d'opérateur télécoms un métier d'opérateur de services"*.

Ces entreprises, ainsi que le relève le rapport du MEDEF doivent, en effet, pour devenir plus compétitives pouvoir utiliser plus et mieux les offres de convergence informatique et télécommunications : l'internationalisation des échanges et la mobilité croissante des cadres requiert plus de besoins en communications, ou en sécurisation de réseaux.

² Rapport du Medef, Syntec Informatique et Alliance TICS " Faire de la France un leader de l'économie numérique " – Janvier 2008.

http://www.syntec-informatique.fr/import/20080117_VF_Rapport_Croissance_TIC.pdf

De même ces entreprises ont besoin de se concentrer sur leur cœur de métier afin de rester compétitif sur leur marché : ceci exige de pouvoir procéder à des externalisations de services et de compétences dans des conditions sociales et financières optimales.

Les opérateurs de services de télécommunications et de systèmes d'information, tels que BT en France sont précisément des acteurs majeurs de cette dynamique. Si les Pouvoirs Publics n'encouragent pas le développement de ces acteurs, la croissance de l'économie par les TIC pourrait en pâtir.

Cette position ne peut qu'être soutenue par tous les opérateurs ayant l'ambition de développer des offres de convergence informatique et télécoms à destination des entreprises globales (c'est-à-dire ayant des besoins en communication transfrontières). Il est en effet important que la régulation, et ce dans chaque pays, intègre également les besoins des entreprises pan européennes. La compétitivité des entreprises s'apprécie en effet désormais bien au-delà des frontières et à défaut d'une régulation européenne, les régulateurs nationaux ont de ce point de vue une responsabilité particulière à la favoriser. Cette incitation passe d'abord par une régulation ex ante nationale efficace et adressant tous les segments de marché.

Or le développement d'une telle stratégie n'est possible que sous certaines conditions :

- Les opérateurs de service doivent pouvoir bénéficier d'offres d'accès compétitives leur permettant de raccorder les sites de leurs clients sur tout le territoire national
- Leurs investissements en réseau doivent pouvoir être progressifs en fonction de la croissance de leur parc de clients. Ces investissements doivent être en adéquation avec le business modèle d'un opérateur de services visant des entreprises globales. Ceux-ci à la différence des opérateurs visant le marché résidentiel ne peuvent déployer un réseau d'une capillarité comparable ; ce serait un non sens économique. Pour autant doit-on mettre de tels freins au développement de la convergence des offres informatiques et télécoms, conséquence prévisible de l'approche développée par l'Autorité ?

2 Le rythme de déploiement d'un opérateur tourné vers les entreprises est différent de celui d'un opérateur grand public : la notion d'échelle des investissements en est une composante essentielle

Un opérateur adressant les grands comptes déploie en fonction de la demande et progressivement, c'est pourquoi il est nécessaire, afin de soutenir la concurrence sur ce marché des entreprises particulièrement difficile et soumis à l'hégémonie de l'opérateur historique, de bénéficier d'offres d'accès régulées.

En effet à la différence du marché résidentiel, il est difficile de prévoir à l'avance l'évolution géographique de la demande, et tout déploiement de réseau ne peut être que progressif d'autant plus que les entreprises disposent dans la plupart des cas

d'établissements secondaires diffus sur tout le territoire qu'il est difficile de connaître à l'avance.

Ainsi la stratégie d'un opérateur sur le marché des grandes entreprises repose donc sur la recherche permanente d'une répartition efficace entre des investissements en réseau propre et des investissements en service informatiques et en conseil (capital humain). Ces investissements ne peuvent être que progressifs et proportionnés aux revenus attendus ; la transparence et la volatilité étant relativement faibles sur le marché des grands comptes, cela rend toute projection de déploiement plus difficile que sur le marché résidentiel.

Les grandes entreprises ont des exigences extrêmement fortes en termes de qualité, de sécurité et de disponibilité, ce qui explique le véritable investissement de BT France dans des compétences spécialisées et hautement qualifiées. BT vient d'ailleurs d'acquérir deux sociétés en France du secteur IT, la division Infrastructures Critiques de CS et le Groupe Net2s SA démontrant encore sa volonté de continuer sa croissance sur le marché français. Par ailleurs d'autres formes d'investissements dans le réseau sont possibles, via par exemple la conclusion d'accords de type IRU, à l'instar de ce qu'a fait BT en France sur le DSL. Ce modèle est une forme de partage d'investissements ; or la technologie GPON retenue notamment par France Telecom ne favorisera pas la conclusion de tels accords. Ceci justifie encore plus qu'avant la mise en place d'offres de gros d'accès à la fibre.

Ce positionnement conduit nécessairement BT France à faire des choix en termes de répartition de ses investissements et il est essentiel que le régulateur préserve, dans son approche, le développement de la concurrence dans tous les segments de marché.

Pourtant, le projet de décision mis en consultation peut mettre sérieusement en péril les conditions de développement de ce type de stratégie, en n'accordant aucune place aux opérateurs de services puisque seuls les investissements dans les infrastructures sont encouragés. Aucune forme d'accès à la fibre n'est prévue dans ce document mis à part des investissements immédiats dans un réseau ou quasi simultané avec l'opérateur historique.

Ainsi que le mentionne Mme Reding dans son discours précité, il ressort clairement de ces dernières années que c'est la régulation qui a permis les investissements et le développement de la concurrence et non l'absence de régulation comme le prônent certains opérateurs historiques comme France Télécom.

Bien que cette concurrence se soit réellement développée en France, elle n'en demeure pas moins encore fragile : un mouvement de concentration significatif des opérateurs est en cours comme récemment le rachat annoncé de Neuf Telecom par SFR, ou celui de Completel par Numericable. France Telecom garde néanmoins une part de marché prépondérante sur tous les marchés, ce qui justifie toujours selon BT France une régulation asymétrique. Le régulateur doit néanmoins en parallèle prévenir également tout risque de constitution de duopole ou d'oligopole ayant un effet similaire de fermeture de marché.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir le temps que prend encore la mise en place d'offres de gros par France Telecom : à ce jour il n'existe ainsi aucune offre de gros permettant de dupliquer les offres Très haut débit de France Télécom sur Ethernet (offre Man Ethernet) alors que celles-ci sont proposées sur le marché de détail depuis deux ans. Le facteur temps est un facteur clé de compétitivité, et France Télécom ne manquera pas de continuer à utiliser en l'absence de tout encadrement réglementaire.

Or le principe de non discrimination, principe essentiel de la régulation, implique que chacun puisse avoir accès à l'abonné final, soit en déployant un réseau de bout en bout, soit via des offres d'accès. D'autant plus que l'absence de séparation fonctionnelle d'une entreprise dominante totalement intégrée telle que France Telecom ne fait que renforcer les risques de discrimination.

Enfin cette fermeture prévisible des marchés si une régulation ex ante efficace n'est pas mise en œuvre est renforcée par les technologies envisagées sur la fibre, à savoir le GPON qui ne permet pas le dégroupage de la fibre en tant que telle. Cette inquiétude est également exprimée par Mme Reding dans son discours précité.

Si l'ARCEP ne prend pas les mesures requises, il est fort à parier que le paysage concurrentiel de demain ressemblera à un duopole ou oligopole d'opérateurs complètement intégrés, bridant ainsi la potentielle variété de services et à terme l'innovation et la compétitivité des entreprises.

Dès lors, et au regard de ces enjeux structurants pour les prochaines années, BT France ne peut que regretter les orientations prises dans le document de consultation concernant la fibre puisque l'Autorité d'une part, ne prévoit pas de réguler le réseau en fibre de l'opérateur dominant, et d'autre part ne prend pas en considération les particularités du marché des entreprises.

3. Commentaires de BT France sur les propositions de l'ARCEP

A) L'ARCEP accorde à France Telecom un moratoire sur son déploiement en fibre optique

L'ARCEP ne propose aucune régulation du réseau en fibre de l'opérateur historique, ce qui revient à lui accorder un moratoire ou « Regulatory Holiday » répondant ainsi à la demande de France Telecom qui souhaitait que son déploiement en fibre optique ne soit pas régulé.

Pourtant, ce positionnement de l'ARCEP va à l'encontre aussi bien de la position de la Commission Européenne que celle défendue par l'ARCEP elle-même il y a deux ans.

Monsieur Champsaur indiquait en effet en 2005³ « *Un scénario de développement de fibre dont les modalités conduiraient, de droit ou de fait, à une re-monopolisation du marché du haut débit professionnel ne serait pas conforme aux objectifs fondamentaux de la régulation. A moyen terme, tant les entreprises individuellement que la compétitivité de la France dans son ensemble en paieraient le prix.* ». Pourtant, c'est ce vers quoi l'on s'oriente aujourd'hui.

Dans son document de consultation relatif aux marchés des liaisons louées fin 2005 l'ARCEP constatait déjà l'ampleur et la rapidité du déploiement en fibre optique de France Telecom qui concernait déjà 170 agglomérations⁴, dans lesquelles le raccordement client pouvait s'effectuer dans un délai de 4 à 6 semaines.

Pendant les deux années qui se sont écoulées depuis, France Telecom a accéléré son déploiement en fibre, ce qui lui permettra dès aujourd'hui, si rien n'est fait, de préempter le marché.

BT France considère qu'il ne peut être envisagé de laisser France Telecom poursuivre son déploiement massif en fibre optique sans aucune forme de régulation sous prétexte que certains opérateurs alternatifs commencent à déployer de la fibre dans quelques grandes villes françaises.

Il est d'ailleurs à regretter l'absence de transparence de ce déploiement et à cet effet nous pouvons citer la demande du régulateur Belge, l'IBPT⁵, dans son document de consultation relatif aux réseaux THD « *Belgacom communiquera à l'IBPT et aux opérateurs alternatifs ses projets en matière de développement des réseaux à un niveau élevé (...) par région sur une période de cinq ans.* ».

Le très récent rapport de la Commission Attali pour la libération de la croissance⁶ indique ainsi en sa « *Décision 50* » (p57) que la France est bien en train de prendre du retard sur le reste de monde dans les nouveaux réseaux en fibre optique et préconise, entre autre, le dégrouper des fibres elles-mêmes et non seulement des fourreaux :

« _ Réaliser l'accès pour tous au très haut débit en 2016.

(...) Pour l'accès fixe, il s'agit de la fibre optique. L'Europe et la France prennent du retard dans les nouveaux réseaux du très haut débit mobiles (services 3G+) et en fibre optique : 8 millions de foyers sont raccordés au Japon, 6 millions aux États-Unis et seulement 1 million en Europe.

Le déploiement d'une nouvelle génération d'infrastructures fondée sur la fibre optique sera l'un des plus grands chantiers des années à venir. Le déploiement à grande échelle de réseaux en fibres optiques nécessitera des investissements considérables pour ne couvrir que les populations urbaines. Ces investissements sont à 70 % constitués de charges de génie civil (ouverture de tranchées, accès aux fourreaux...).

Il importe donc de :

³ Intervention de Mr. Paul Champsaur, Président de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes, aux journées internationales de l'IDATE à Montpellier, le jeudi 24 novembre 2005

⁴ Consultation Liaisons Louées de l'ARCEP, partie IV.3.2.1 p. 76

⁵ Consultation du Conseil de l'IBPT relative aux NGA et NGN

<http://www.ibpt.be/ShowDoc.aspx?objectID=2593&lang=fr>

⁶ <http://www.liberationdelacroissance.fr/files/rapports/rapportCLCF.pdf>

(...) • *Mutualiser les charges de génie civil (ouverture de tranchées, câblage externe et interne des habitations et raccordement) en **organisant le « dégroupage » des fourreaux existants et des lignes en fibre optique mises en place par l’opérateur historique.***

• ***Promouvoir une régulation assurant la neutralité technologique des infrastructures de la boucle locale de l’opérateur historique. »***

De toute évidence, **si l’Autorité choisit de ne pas réguler l’opérateur historique sur sa fibre, France Telecom sera en mesure de rétablir son monopole sur la boucle locale de façon durable.**

B) L’ARCEP ne prend pas en considération le marché des entreprises

En leur apportant des solutions spécialisées adaptées à leur besoins, les opérateurs tournés vers les grandes entreprises contribuent à leur croissance, au bénéfice de l’économie française.

La concurrence sur le marché des services très haut débit destinés aux entreprises doit absolument être dynamisée.

Or, BT France constate l’absence de référence au marché des entreprises dans ce document de consultation. Les entreprises sont pourtant indéniablement très demandeuses de haut ou très haut débit. Les opérateurs adressant tout particulièrement les entreprises ont besoin de pouvoir les raccorder sur l’ensemble du territoire en haut débit donc via de la fibre optique.

Pour BT France, une véritable croissance est à attendre sur le marché des grands comptes, jusque là « parents pauvres » des bénéfices de la régulation dans les télécommunications; or l’évolution des technologies, comme le développement de réseaux tout IP, les demandes en sécurisation des réseaux ne peuvent être supportés que par de la fibre. Il est donc nécessaire d’encourager la concurrence sur ce segment, c’est-à-dire, permettre aux opérateurs d’accéder à la fibre pour pouvoir répondre à ces nouveaux besoins.

Ainsi, parallèlement aux projets de déploiement en propre de fibre de chaque opérateur nouvel entrant, il est indispensable de pouvoir, selon ses besoins, et dès à présent, bénéficier d’offres de gros basées sur la fibre afin d’adresser ces besoins.

La position défendue par l’ARCEP ne soutient pas suffisamment les investissements dans les services qui sont pourtant indispensables afin d’offrir une réponse adaptée aux besoins des grands comptes et des multinationales.

Nous développerons à présent notre réponse autour de chacun des deux marchés pertinents analysés par l’Autorité.

C) Commentaires et demandes de BT France sur les marchés 4 et 5

La stratégie de BT France repose sur le maintien d'un équilibre efficace entre ses investissements en réseau en propre et le recours à des offres de gros auprès d'opérateurs tiers, afin de ne pas dégrader sa capacité d'investissement sur les services.

Un opérateur comme BT France ne peut donc se lancer dans des investissements massifs sur tout le territoire. Pourtant les besoins en accès très haut débit sont importants du fait de l'éclatement géographique qui existe très souvent entre le siège et les filiales des grandes entreprises.

Ainsi, afin de permettre une concurrence efficace et effective, seule une diversification et une multiplicité de solutions d'accès compétitives peut assurer le développement des services avancés au bénéfice des grandes entreprises installées en France.

1 - Marché 4 : Marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire

En premier lieu, BT France tient à préciser qu'elle apporte son soutien à l'ARCEP dans sa volonté de maintenir la régulation de l'offre de dégroupage de la boucle locale cuivre de France Telecom.

BT France tient néanmoins à souligner que la qualité de service des offres de gros existantes reste insuffisante. Nous encourageons vivement l'Autorité à mettre l'accent sur le montant des pénalités dues par France Telecom en cas de non respect de ses engagements. En effet, surtout dans le cadre de leurs contrats entreprises, les opérateurs sont soumis à des pénalités conséquentes. Dès lors, et de la même manière, France Telecom en tant que fournisseur d'offres de gros entreprises (DSL Entreprises notamment) doit être réellement incité à respecter ses délais.

Ainsi, la régulation actuelle a permis de réels progrès concurrentiels ; mais le régulateur devra rester vigilant afin d'éviter que la concentration des opérateurs de télécommunications ne vienne pas remettre en cause ces acquis.

Forte de cette expérience, l'ARCEP aurait dû selon BT France adopter la même démarche dans la perspective de développement de la fibre, et non se contenter de prévoir un accès aux fourreaux.

a) Accès aux fourreaux

L'ARCEP propose comme seul remède sur le marché 4 une offre d'accès aux fourreaux de France Telecom.

Une offre d'accès aux fourreaux de France Telecom ne permettra pas de résoudre les problèmes concurrentiels auxquels sont confrontés les nouveaux entrants sur le très haut débit :

-Cette offre soulève de nombreuses difficultés d'application dues à l'avance très importante prise par France Telecom ainsi qu'à l'absence de séparation fonctionnelle.

-Elle constitue un remède non pérenne qui ne met pas les opérateurs tiers sur un pied d'égalité.

1 – Difficultés d'application

De nombreux problèmes opérationnels se poseront : à titre d'exemple nous pouvons en citer certains :

L'absence de séparation fonctionnelle rend extrêmement difficile l'application de conditions vraiment concurrentielles pour une offre de partage des fourreaux.

Ainsi, France Telecom ne manquera pas de réserver une alvéole pour l'installation de son propre réseau fibre, (dans les endroits où France Telecom n'a pas encore déployé) ce que les opérateurs tiers ne pourront pas faire (ou alors seulement pendant une durée très limitée). France Telecom disposera également d'informations relatives à la disponibilité des fourreaux de manière plus réactive et précise que les opérateurs tiers.

Par ailleurs, une offre de partage des fourreaux ne met pas tous les opérateurs sur un pied d'égalité. Tous les opérateurs ne pourront pas accéder au même fourreau par manque de place ; dès lors, comment sera-t-il possible de garantir une concurrence effective, notamment pour ceux qui arriveront plus tard, alors que dans certains cas un seul opérateur alternatif pourra avoir accès au dit fourreau

BT France estime donc, contrairement à l'Autorité, que l'accès au génie civil ne constitue pas un levier suffisant pour abaisser les barrières à l'entrée pour un opérateur souhaitant déployer un réseau très haut débit selon un calendrier différent de celui de l'opérateur historique.

2 – Question de l'égalité de traitement entre opérateurs tiers

Un opérateur qui souhaiterait déployer de la fibre selon un calendrier ultérieur ne pourrait pas bénéficier de conditions comparables à ceux qui seraient en mesure de déployer plus rapidement car de nombreux fourreaux arriveront rapidement à saturation. De la même manière, une démarche visant à encourager la mutualisation des investissements, (qui, en tout état de cause n'est pas adaptée au marché des entreprises où l'on déploie en fonction de la demande), exclurait de fait, tout opérateur nouvel entrant arrivant de manière décalée sur le marché.

Ainsi, en ce qui concerne le marché 4, **force est de constater que seule une offre de gros passive fondée sur la fibre et non sur les fourreaux serait de nature à garantir l'accès à tous les opérateurs alternatifs de réseau et de services sur un pied d'égalité.**

BT France demande donc à l'Autorité d'imposer à l'opérateur puissant sur le marché 4 une offre de gros passive fondée sur la fibre.

b) Offre de gros passive fondée sur la fibre

Le fait que l'opérateur historique ait choisit de déployer une architecture point à multipoint de type PON rend impossible tout « dégroupage » tel qu'il est pratiqué sur le cuivre, de sa boucle locale d'où la nécessité d'appliquer d'autres remèdes permettant d'éviter la constitution par France Telecom d'un monopole.

A titre d'exemple, au Royaume-Uni, Openreach, la division de BT résultant de la séparation fonctionnelle, en charge de la commercialisation d'offres de gros, propose dès à présent des services reposant sur de la fibre sur une base de l'« Equivalence Of Input »⁷ pour la fourniture de services Ethernet. Ainsi, le but est de pallier à l'impossibilité de mettre en place une offre de dégroupage de la boucle locale sur la fibre, en mettant en place une offre permettant de fournir des services comparables.

Par ailleurs, dans des zones nouvelles non desservies par le cuivre, dans les cas où Openreach développerait un réseau d'accès nouvelle génération de type FTTH, Openreach prévoit de fournir des services reposant sur la fibre sur la base également de l'Equivalence of Input.⁸

L'ARCEP justifie l'absence de tout offre d'accès régulée sur le marché 4 par le fait que les déploiements très haut débit en seraient à leur démarrage et qu'ils sont portés par plusieurs opérateurs ce qui distingue la fibre de la boucle locale cuivre en termes de contraintes concurrentielles. Pourtant, si l'ARCEP avait procédé dans le cadre de son analyse de marché à une étude ou audit du réseau en fibre optique de France Telecom elle aurait constaté l'étendue du déploiement en fibre de France Telecom sur le territoire qui n'est en rien comparable à celui de Neufcegetel, Colt ou Completel.

⁷ Le modèle "Equivalence of Inputs" (EOI) signifie que la branche detail de BT et les clients de gros de BT doivent:

- Utiliser les mêmes produits dans les memes délais et conditions (prix, qualité de service)
- Par l'intermédiaire de systèmes et procédures identiques avec un degré identique de performance et de fiabilité
- Recevoir la même information commerciale sur les développements de produits, dates de lancement des produits, possibilités et couverture du réseau etc.

⁸ <http://ccs.intra.bt.com/groupregulatory/regulatory/nextgen.html>

BT France considère dès lors que sa demande est justifiée étant donné d'une part, que la fibre fait bien partie du marché pertinent et que France Telecom dispose d'une influence significative sur ce marché.

2 - Marché 5 : Marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational

a) L'échelle de l'investissement

L'ARCEP dans la première partie de son document se félicite du succès de la régulation du haut débit en France. BT France y souscrit tout naturellement.

Mais s'il y a eu un tel succès en France c'est bien parce que l'ARCEP a veillé comme elle le rappelle dans son document⁹ à ce qu'une dynamique en faveur de la montée dans l'échelle des investissements soit assurée. Cette dynamique, dont ont bénéficié les consommateurs, a existé grâce à la coexistence d'offres régulées de dégroupage et de bitstream. Ainsi, l'ARCEP affirme que *« la mise en œuvre de ce processus a été essentielle pour accompagner la montée dans l'échelle de l'investissement entre collecte nationale, bitstream et dégroupage »*.

C'est ce modèle qui doit être reproduit sur la boucle locale fibre de l'opérateur dominant.

Comme nous l'avons déjà précisé, le schéma de déploiement d'un opérateur alternatif tourné vers les entreprises est très différent de celui d'un opérateur tourné vers une clientèle résidentielle.

Il est indispensable de disposer d'offres de gros régulées et orientées vers les coûts afin de pouvoir se lancer dans la conquête de nouveaux clients puis, dans un deuxième temps de déployer un réseau en propre.

En outre, les besoins en accès de BT France restent importants du fait de l'éclatement géographique qui existe très souvent entre le siège et les filiales

Une offre de type bitstream basée sur la fibre s'avère indispensable afin de garantir l'accès très haut débit aux grandes entreprises et multinationales dans des conditions concurrentielles satisfaisantes. Ces entreprises doivent avoir la possibilité de choisir entre plusieurs fournisseurs et ne pas être contraints d'avoir systématiquement recours aux services de France Telecom via Orange Business Services.

b) Une situation d'oligopole est en train de se créer sur le fixe, de la même manière que sur le mobile

Aujourd'hui, afin de favoriser une réelle concurrence sur le marché, et en particulier sur le marché des entreprises qui est particulièrement opaque, il est indispensable que des

⁹ Document de consultation marché 5 p16

opérateurs de service y aient également leur place. Toutes les démarches de l'ARCEP visent pourtant à encourager uniquement les opérateurs d'infrastructure qui sont de moins en moins nombreux, du fait de la tendance actuelle à la concentration dans le marché des télécommunications.

Il ne restera bientôt qu'un très faible nombre d'opérateurs, ce qui risque d'aboutir à la création d'un oligopole comme c'est le cas sur le marché des mobiles.

La concurrence ne peut s'exercer uniquement sur les infrastructures, les investissements devenant de plus en plus coûteux, les opérateurs se concentrent afin de réduire leurs coûts et contrer France Telecom. L'ARCEP doit permettre aux opérateurs ayant fait le choix d'investir sur les services à valeur ajoutée d'exister sur le marché afin d'apporter plus de concurrence et de dynamiser le secteur.

c) L'opérateur dominant doit fournir une offre régulée de bitstream fondée sur la fibre et continuer d'en fournir une sur le cuivre

Aujourd'hui des offres de gros haut débit basées sur de la fibre et adaptées au marché des entreprises existent. Il s'agit d'offres de services de capacités (LA/LPT haut débit et CE2O).

Ces offres, bien qu'imparfaites, (en particulier CE2O), permettent aux opérateurs tiers tels que BT France, de raccorder leurs clients entreprises.

Cependant, ces offres sont insuffisantes. Aujourd'hui, par exemple, BT France a recours à l'offre DSL entreprises de France Telecom pour raccorder certains clients entreprises. Dans une dynamique de basculement du haut débit vers le très haut débit, il est indispensable de pouvoir disposer également d'offres d'accès activées basées sur la fibre du même type que les offres de bitstream sur le cuivre.

Ces offres, basées sur une partie plus élevée du réseau permettent de palier aux insuffisances ou aux dysfonctionnements existant sur certaines offres de services de capacité.

Ces insuffisances sont d'autant plus criantes en l'absence de séparation fonctionnelle.

Aujourd'hui, il est en effet impossible de savoir comment la branche commerciale de France Telecom construit ses offres de détail basées sur la fibre.

En l'absence de tout dispositif de contrôle (la séparation comptable de France Telecom en étant à ses débuts) il est indispensable de disposer d'un catalogue d'offres de gros pour chacun des marchés pertinents définis par la Commission et donc à tous les niveaux du réseau (accès et capacité) afin que les opérateurs tiers puissent bâtir les offres les plus adaptées aux clients du point de vue technique aussi bien qu'économique.

Si l'on se base sur le constat effectué par l'Autorité sur les offres d'accès haut débit actuelles (fondées sur le cuivre) et la nécessité de continuer à les réguler, la régulation du bitstream sur la fibre s'avère indispensable.

Au «30 septembre 2007 l'Autorité estime que France Telecom détient 99,5% de part du marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational »¹⁰

Par ailleurs l'Autorité ajoute que les offres de gros d'accès haut débit livrées au niveau infra national concurrentes de celles de France Telecom sont essentiellement produites sur la base du dégroupage, si bien qu'en zone non dégroupée (concernant 35% de la population) France Telecom demeure l'unique offreur.

A la lecture de cette analyse, et alors qu'il ne s'agit que de haut débit basé sur le cuivre il est difficilement envisageable que le marché des accès très haut débit reposant sur la fibre connaisse, dans les trois prochaines années, un développement concurrentiel en l'absence de régulation. Et ce d'autant plus que le dégroupage de la fibre risque de ne pas être possible.

Nous pouvons à toutes fins utiles citer la réponse de France Telecom à la consultation publique du régulateur espagnol (la CMT) sur les réseaux d'accès de nouvelle génération¹¹. Dans sa réponse, France Telecom souhaite, dans les cas où Telefonica déploierait du FTTH, qu'une offre régulée de bitstream soit mise en place.

BT France demande pour toutes ces raisons à l'ARCEP d'imposer à France Telecom la fourniture d'offres de gros régulées d'accès haut débit activées et fondées sur la fibre de type bitstream.

Afin qu'une telle offre soit envisageable, l'Autorité devrait imposer à France Telecom dès à présent de mettre en œuvre une solution interopérable.

Dans le cas contraire, si ces remèdes tardent trop à venir, France Telecom aura le temps d'imposer des solutions techniques rendant toute offre de bitstream plus compliquée et très longue à mettre en œuvre.

d) Levée de l'obligation pour France Telecom de proposer une offre bitstream en collecte ATM sur les NRA ouverts en Ethernet

BT France souhaite, comme le précise l'ARCEP que cette levée ne soit possible que sous certaines conditions afin de ne pas mettre en péril les investissements et les plans d'affaires élaborés par les opérateurs alternatifs. BT France serait en effet impactée par cette mesure.

Nous souhaitons dès lors que si cela devait être envisagé, cela ne soit possible qu'au terme d'un **délai de préavis d'au moins 2 ans** (1 an étant insuffisant) en plus des autres conditions proposées par l'Autorité.

¹⁰ Document de consultation Marché 5 p 17

¹¹ http://www.cmt.es/es/actividades_en_curso/consulta_publica/anexos/NGA_Respuesta_FT.pdf

De la même manière, si la migration vers l'Ethernet du réseau de France Telecom devait avoir un impact sur d'autres offres régulées, BT France souhaite que les opérateurs en soient informés au plus tôt (deux ans de préavis au minimum).

Conclusion

A l'horizon des trois prochaines années, aucun opérateur n'aura atteint le niveau de déploiement national en fibre de France Telecom qui conservera une avance extrêmement difficile à rattraper.

Alors que la fibre fait bien partie du marché pertinent, l'ARCEP ne consacre que quelques paragraphes aux offres fondées sur la fibre en indiquant uniquement qu'il ne semble ni nécessaire ni proportionné à ce stade, d'imposer spécifiquement à France Telecom, au titre de l'analyse de marché, l'obligation de faire des offres de gros fondées sur la fibre.

C'est au contraire à ce stade qu'il faut réguler France Telecom et ne pas lui accorder de moratoire afin que les opérateurs alternatifs comme BT France puissent monter l'échelle de l'investissement en raccordant leurs clients par l'intermédiaire d'offres de gros reposant sur de la fibre.

Il est en effet essentiel que l'ARCEP encourage le développement et la pérennité de tous les business modèles propres à augmenter la compétitivité, l'innovation et la richesse des services fournis au client : le segment de marché des entreprises doit à ce titre être intégré dans la réflexion.